



DÉCLARATION CONJOINTE PAR LES ENVOYÉS SPÉCIAUX POUR LES GRANDS LACS SUR LEUR VISITE AU BURUNDI

L'Envoyée spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour la région des Grands Lacs Mary Robinson, l'Envoyé spécial du Gouvernement des Etats-Unis pour la République démocratique du Congo (RDC) et la région des Grands Lacs Russ Feingold, le Représentant spécial de l'Union africaine pour le Burundi et la Région des Grands Lacs, Boubacar Diarra et le Coordonnateur principal de l'Union européenne pour la région des Grands Lacs, Koen Vervaeke, ont pris part ce week-end au Forum de l'Espoir des Enfants qui a eu lieu à Bujumbura, une rencontre organisée pour responsabiliser les jeunes de la région des Grands Lacs et assurer la prise en compte de leurs voix dans le processus de mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région. Les Envoyés ont félicité les 52 jeunes venant des 7 pays signataires qui ont participé au Forum pour leur engagement et les ont encouragés à être les porte-parole de la paix dans leurs pays respectifs.

Les Envoyés apprécient d'avoir été reçus par Son Excellence Monsieur Pierre Nkurunziza, Président de la République du Burundi. Ils ont rencontré individuellement le Président et lui ont fait part de leur analyse commune sur la situation au Burundi.

Les Envoyés ont également rencontré des représentants du Gouvernement, des dirigeants des partis de la majorité et de l'opposition et la société civile sur la situation politique et sécuritaire dans le pays. Ils se sont félicités de l'adoption par consensus du nouveau Code électoral et de l'accord de principe des partis et acteurs politiques burundais pour l'adoption d'un Code de conduite pour les élections de 2015. Ils ont également pris note de l'engagement du Gouvernement du Burundi à organiser des élections transparentes, inclusives et paisibles et à inviter des observateurs internationaux. Toutefois, les Envoyés sont très préoccupés par les restrictions de l'espace politique et des libertés civiles qui entravent les activités de l'opposition, de la société civile et des médias, à l'approche des élections de 2015. Le Burundi a fait des progrès louables en arrivant à surmonter une histoire faite de conflits, mais ces progrès risquent d'être remis en cause par la mise en œuvre de mesures visant à entraver le processus électoral et empêcher la pleine participation de toutes les parties prenantes.

Une élection est plus qu'un événement ; elle implique tout un processus. C'est seulement si le processus électoral est inclusif, transparent et paisible, que l'élection peut elle-même être considérée comme libre, juste et crédible. À l'approche des élections, les médias et la société civile doivent être libres de parler et de se prononcer sur l'ensemble du processus électoral. Tous les partis et acteurs politiques doivent avoir une chance égale de participer au processus, y compris de se réunir à tout moment et aussi souvent que nécessaire pour se préparer à des élections paisibles. Tout effort visant à empêcher les réunions, d'intimider les participants ou de fragiliser l'action de l'opposition met en péril le processus électoral et va à l'encontre de l'engagement exprimé par le Gouvernement burundais pour la démocratie. Les Envoyés exhortent toutes les parties à renoncer à la violence et à appeler leurs membres à faire preuve de retenue et d'expression pacifique.

Cette élection a le potentiel de bâtir sur les progrès déjà réalisés par le Burundi et de contribuer à un avenir meilleur. Les Envoyés encouragent le Gouvernement du Burundi et toutes les parties concernées à saisir cette occasion pour édifier un futur riche de promesses pour leur pays à travers un processus électoral transparent, inclusif, paisible et crédible.

Le 2 juin 2014